

l'industrie agricole pourrait bien employer des milliers de gens si elle pouvait se le permettre. Personnellement je ne connais pas un seul cultivateur qui ne voudrait pas embaucher quelqu'un s'il savait seulement qu'il pourrait se le permettre tout le temps. Dans quelle industrie serait-il préférable de créer de l'emploi si ce n'est dans celle qui constitue l'armature de notre pays, c'est-à-dire l'agriculture? Aux députés de répondre.

Certaines mesures législatives que le gouvernement a déjà présentées visaient à encourager les cultivateurs à abandonner leurs fermes. Croyez-moi, ils s'en vont. Voyez la moyenne d'âge des agriculteurs—à peu près 58 ans. C'est là une preuve suffisante que les jeunes ne restent pas sur les fermes. Les gens n'y restent pas parce qu'ils peuvent mieux gagner leur vie dans d'autres industries. Ils ont droit à des salaires convenables pour leur travail ainsi qu'à des profits raisonnables pour leurs placements. On n'y parvient pas dans les fermes comme dans la plupart des autres industries.

Monsieur l'Orateur, encourager les gens à abandonner leur ferme est une grave erreur et démontre un manque de planification à long terme. Je crois que nous serons témoins d'un changement et que, dans un avenir pas tellement lointain, les gouvernements encourageront les gens à retourner dans les fermes. Je sais que le Canada a atteint le niveau zéro ou presque d'accroissement démographique. On ne peut en dire autant de la croissance démographique dans les autres parties du monde. A l'étude des données, on constate qu'en l'an 1650 la population du globe était de 500 millions d'habitants. En 1850, elle atteignait un milliard. A la fin de 1971, la population mondiale était de 3.74 milliards dont 73 millions étaient venus s'ajouter au cours de 1970 et 1971 seulement. On estime qu'elle augmente de un milliard les 15 ans. Les pays en voie de développement doublent leur population tous les 20 à 30 ans. Les pays avancés voient leur population doubler tous les 70 ou 175 ans. En 1971, seulement 23 pays du monde s'occupaient de planification familiale et seulement 15 autres appuyaient le contrôle des naissances. En l'an 2,000, qui n'est qu'à 27 ans d'ici, la population mondiale est censée atteindre six milliards de personnes. Je le répète, dans 27 ans, notre population s'élèvera à plus de six milliards d'habitants.

Ces personnes devront se nourrir et le Canada, sans doute, est l'un des pays que l'on s'attendra à voir fournir cette alimentation. Je pense que ce serait une de nos responsabilités mondiales, à titre de pays producteur d'aliments. Il est fort possible que, si nous n'estimons pas avoir une responsabilité en cette matière et si nous refusons d'aider, les autres pays devront envisager de se procurer notre aide par la force.

Quelle réponse apporter à ce problème. La solution n'est certes pas d'encourager les gens à abandonner leurs fermes d'où provient cette alimentation si importante. Nous devrions inciter les cultivateurs à continuer leur exploitation afin d'accroître la production plutôt que de les encourager à les quitter. Si nous voulons agir ainsi, nous devons admettre que l'industrie agricole a besoin de capitaux, je veux dire d'argent en poche, non de capitaux sous forme de prêts supplémentaires. Pour atteindre cet objectif, il faudra s'assurer la coopération des cultivateurs et instaurer dès maintenant une planification à long terme.

A la lecture du budget de lundi soir, on se rend compte qu'il renferme quelques bons points pour les agriculteurs, mais il n'y en a vraiment pas assez. De fait, on y trouve même certaines propositions qui leur sont nettement pré-

judiciales et d'autres enfin qui sont trop limitées. Les Canadiens se réjouissent à la pensée qu'ils bénéficieront d'une baisse d'impôt sur le revenu et d'une augmentation des pensions de vieillesse. L'élimination de l'impôt sur les gains de capital dans les cas où l'exploitation agricole est transmise à la famille, comme on l'avait préconisé, est un avantage. Cependant le fait que cette cession ne puisse se faire qu'à la mort du propriétaire est inacceptable. Cette disposition signifie que les enfants verront leur avenir et leur sécurité compromis justement par le fait qu'ils pourront avoir atteint un âge avancé avant que la terre ne leur soit cédée.

La suppression des tarifs sur les produits agricoles, en l'absence d'accords réciproques, constitue un outrage parce qu'il se présentera des occasions où elle coûtera cher aux agriculteurs. La continuité d'imposition des matériaux de construction constitue un vrai recul pour toutes les couches de la société, tout spécialement pour les agriculteurs, car ils ont constamment besoin de matériaux de construction pour accroître leur activité et garder leurs bâtiments en bon état. Monsieur l'Orateur, le budget contient bien d'autres points auxquels nous nous opposons, mais je n'ai pas le temps d'en parler maintenant.

**M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger):** Je regrette d'interrompre le député, mais son temps est écoulé.

**M. Gordon Towers (Red Deer):** Merci, monsieur l'Orateur. Ce m'est une joie et un honneur à la fois de pouvoir participer au débat, au nom des gens que je représente. D'autres peuvent se dire leurs égaux, mais personne ne saurait les dépasser.

Je tenais à le dire, monsieur l'Orateur, au cours du débat sur le budget. La majorité de mes commettants ne sont pas prêts à devenir le jouet d'un gouvernement, quel qu'il soit, et ils ne le veulent point. En tant que représentant de la circonscription de Red Deer, je veux que le Canada soit uni de l'Atlantique au Pacifique, de la frontière des États-Unis à l'océan Arctique. Mais il y a ceux qui nous divisent. On a fait des déclarations prêtant à la division au cours de la présente session qui n'auraient jamais dû être faites. Diviser et régner semble être la devise du gouvernement.

• (1650)

Dans un discours prononcé à la Chambre, le ministre des Transports (M. Marchand) a parlé de régionalisme. Nous ne voulons pas être régionalisés, nous ne pouvons nous permettre d'être régionalisés. L'Alberta est fermement opposée à ce genre de politique. Un des grands problèmes dans ma circonscription est le transport parce que nous sommes si éloignés des marchés. Il y a deux provinces qui sont limitées géographiquement dans ce pays, l'Alberta et la Saskatchewan. Le ministre des Transports nous a-t-il dit quelque chose de défini ou a-t-il avancé des idées que nous pourrions considérer comme prometteuses ou positives? Non, monsieur l'Orateur, il ne nous a pas donné un seul mot d'encouragement au sujet d'un meilleur système de transport, pas plus que le ministre des Finances (M. Turner) dans son nouveau budget.

A moins qu'il arrête de parler de régionalisme, le gouvernement balkanisera notre pays à un point où le Canada ne deviendra jamais le grand pays que nous souhaitons. Le transport est essentiel à notre bien-être économique parce que la majorité des Canadiens vivent dans une région d'environ 5,000 milles de long et 300 milles de large. Le transport est un problème, mais il n'est pas insurmontable. Un certain bon sens et une certaine logi-